

# tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE  
DU PARTI SOCIALISTE  
UNIFIE  
Supplément au n° 523, 1,50 F  
JEUDI 27 JANVIER 1972



Collombert

—*éditorial*—

## Les progrès du Parti

Depuis quelque temps, on peut lire dans la presse bourgeoise ou dite de gauche, des choses étranges sur le P.S.U. Crise et départs en hâte de « responsables » vers d'autres partis sont censés se succéder.

Nos lecteurs, et pas seulement les militants de notre Parti, doivent savoir que le P.S.U. progresse numériquement. Ils se rendront compte par eux-mêmes en lisant les textes discutés et votés par la Direction politique nationale des 15 et 16 janvier que le Parti progresse aussi qualitativement. S'efforçant en la matière de lutter contre le flottement de ces trois dernières années, la D.P.N. a défini une stratégie et une tactique pour l'avenir. □

### Meeting

L'emploi et les luttes de masse des travailleurs  
dans la région parisienne

**Judi 3 février**

à 20 h. 30

à la Mutualité (Grande salle) - Paris 5<sup>e</sup>



# Notre stratégie

Texte majoritaire  
(Rocard) - 35 voix

LA D.P.N. du P.S.U. réunie à Paris les 15 et 16 janvier 1972, approuve dans ses orientations générales le rapport présenté par le Bureau national sur la stratégie du Parti. Dans l'esprit de ce rapport, elle définit ainsi qu'il suit la stratégie du P.S.U. et, par voie de conséquence, sa tactique dans la période proche.

## I - Principes généraux

Le monde capitaliste connaît aujourd'hui de multiples difficultés. Il ne s'agit pas seulement de contradictions économiques secondaires, mais d'une mise en cause générale de l'organisation de la société, de son système d'autorité et de son idéologie. La rapidité du développement des forces productives, notamment dans le secteur de la science et de la technologie, fait craquer de toutes parts les formes devenues archaïques de la propriété capitaliste, de la société politique qui la garantit et des « valeurs » dans lesquelles cette société prétend se reconnaître. L'affrontement du capital et du travail est l'élément dominant de cette grande contradiction, mais elle ne s'y résume pas : les crises que connaissent l'agriculture ou le système scolaire ne se ramènent pas directement à la lutte des travailleurs contre le capital, mais découlent pourtant de la même contradiction centrale.

Une crise de cette nature ouverte, à longue échéance, une période révolutionnaire, c'est-à-dire une période de mise en place d'une société nouvelle, le socialisme, où il sera possible d'établir une cohérence entre l'organisation sociale et le développement des forces productives qui lui aura donné naissance. Une telle période historique durant de nombreuses années, le fait qu'elle soit ouverte n'implique pas que la situation immédiate soit présentement révolutionnaire.

L'expérience du socialisme centralisé a été faite dans de nombreux pays. Elle démontre que si le socialisme centralisé peut permettre le décollage économique de pays jusque-là sous-développés, il ne répond pas à la nécessité de créer une société où la situation de chaque travailleur à la base du pays soit elle-même profondément changée. Cela peut aller jusqu'à mettre en cause le caractère socialiste de ces pays.

L'objectif stratégique du P.S.U. est donc la prise du pouvoir central d'Etat réalisée dans des conditions telles qu'elle permette une transition vers le socialisme, transition au cours de laquelle un système de pouvoir décentralisé prenant à la base la forme de l'autogestion remplacera progressivement la forme actuelle de l'Etat.

L'autogestion, aussi bien celle de la production que celle des équipements collectifs et de la vie locale, suppose que le pouvoir effectif à tous les niveaux de l'organisation sociale, soit arraché à la classe qui le détient aujourd'hui par les travailleurs, et que ceux-ci deviennent capables de l'exercer directement.

Pour cette raison, la volonté politique de changement ne peut prendre tout son sens que si elle s'oriente vers un socialisme autogestionnaire. Il faut donc qu'elle se traduise par la naissance d'un mouvement de masses assez politisé pour faire déboucher les luttes sociales vers des perspectives politiques, assez cohérent pour mener à la fois les luttes sociales ponctuelles et la lutte politique d'ensemble contre le pouvoir central, assez puissant pour que la conduite pratique des luttes ne repose pas seulement sur l'intervention des appareils politiques centraux.

## 2 - Dans quelle situation politique nous trouvons-nous ?

La situation actuelle est caractérisée par deux éléments : la difficulté de l'extrême-gauche à retrouver sa capacité d'initiative politique et la recherche d'un accord de type électoral ou gouvernemental entre le Parti communiste, le Parti socialiste et sans doute une fraction de « réformateurs » ouvertement hostiles au renversement du capitalisme.

Si le mouvement révolutionnaire organisé a perdu l'initiative politique, c'est essentiellement parce qu'il a accumulé, au cours de ces dernières années, une somme de simplifications théoriques qui l'ont conduit à mal analyser la phase actuelle du capitalisme et à se priver des moyens de comprendre les contradictions nouvelles qui traversent la bourgeoisie française. D'autres simplifications l'ont conduit à ne pas caractériser avec suffisamment de précision la nature du Parti communiste dont l'évolution réformiste est différente du réformisme néo-radical et dont les formes d'organisation ne peuvent s'identifier à celles de la social-démocratie. Ces simplifications ont conduit l'extrême-gauche à un combat de type « moral » contre le réformisme en se privant des moyens d'une réelle lutte politique. Ces confusions, voire ces régressions dans l'analyse par rapport à la spécificité des problèmes posés en Mai 68 ont entraîné aussi des erreurs dans la pratique politique au niveau des entreprises et sur les secteurs du cadre de vie et de l'école, erreurs qui ont davantage provoqué la marginalisation du mouvement révolutionnaire que son renforcement.

Par rapport à la tentative actuelle des Parti communiste et socialiste, notre analyse se fonde sur deux éléments :

a) la coalition électorale et éventuellement gouvernementale qu'ils tentent de mettre en place non sans difficultés, avec sans doute une fraction de « réformateurs » ouvertement hostiles au renversement du capitalisme, ne permet pas d'assurer l'ouverture d'une réelle transition vers le socialisme. Il y a là une grande différence avec la situation chilienne où l'unité populaire, malgré ses contradictions, commence un processus de rupture par rapport aux institutions léguées par la bourgeoisie. Le P.S. français, coupé des principales luttes de classes qui se mènent dans le pays, s'avère incapable, malgré ses prétentions, de proposer une alternative réellement socialiste, allant au-delà de la « démocratie avancée » du Parti communiste.

b) Nous estimons par contre que l'apparition d'une telle coalition et son éventuelle victoire électorale peut provoquer des contradictions économiques, sociales et politiques importantes, même si elle n'a pas les moyens de les résoudre dans le sens d'une alternative réellement socialiste. Cette analyse nous conduira dans notre proposition stratégique et tactique à refuser une intégration du P.S.U. à cette coalition, mais à prendre les moyens d'un débordement de ces formes tant au niveau des objectifs de transition au socialisme que des luttes menées.

## 3 - La stratégie

DANS ces conditions, la stratégie du P.S.U. vise à engendrer un puissant mouvement politique de masses, capable de redonner l'initiative aux forces révolutionnaires, de déborder l'éventuelle coalition de gauche et de créer ainsi un rapport de forces ouvrant, à terme, la perspective de la prise du pouvoir. La réalisation de cet objectif s'articule autour des quatre points suivants :

— Construire une force révolutionnaire autonome.

En dépit de son importance relative, le P.S.U. n'en est pas moins conscient de ne représenter qu'une des composantes du mouvement révolutionnaire. Il est lucide aussi sur le fait que sa transformation propre n'est pas achevée. Il appartient donc au P.S.U. de renforcer, au sein du courant révolutionnaire, la cohésion des militants dont les perspectives stratégiques se rapprochent de celles du mouvement politique de masse et pour ce faire, de conduire ses luttes de manière parfaitement autonome par rapport aux

stratégies du P.C. ou du P.S. sans jamais prendre le risque de s'isoler par rapport aux travailleurs.

Cette force ne peut se faire par la fusion de quelques micro appareils. Elle se développera par le contact noué dans les luttes quotidiennes entre militants organisés ; elle suppose que la nature des débats à tous les niveaux d'organisation lui permette de jouer le rôle d'intellectuel collectif au service des travailleurs. Le rôle d'initiative du P.S.U. est ici déterminant.

— Assurer la cohésion des luttes et des perspectives qu'elles ouvrent par l'élaboration du Programme révolutionnaire.

Même si le P.S.U. trouve de nombreux partenaires dans le développement de cette force révolutionnaire, il n'en résulte pas automatiquement que la force révolutionnaire en question trouvera une audience de masses et une capacité réelle d'articuler les luttes. Une telle audience et une telle capacité ne peuvent venir que de la cohésion des objectifs donnés aux différentes luttes ponctuelles. Cette cohésion ne peut s'improviser sur le terrain, elle découle des perspectives programmatiques ouvertes par chacune de ces luttes. La force révolutionnaire autonome et en son sein le P.S.U. doivent donc favoriser le développement du mouvement politique de masse (et non plus seulement de militants révolutionnaires) en multipliant les occasions de réaliser à la base des débats programmatiques inspirés par les luttes qui viennent d'être menées ou que l'on s'apprête à mener. Le projet « la révolution, qu'est-ce que c'est ? », doit être dans ce sens un élément essentiel de la stratégie du P.S.U., par les partenaires qu'il trouve pour former la force révolutionnaire animant le projet, par la dynamique de masse mise en œuvre dans son élaboration, et par la capacité du programme ainsi élaboré à permettre une convergence effective des luttes.

Le projet doit être aussi, par son développement même, un élément de notre stratégie. Il ne peut s'agir d'une simple initiative centralisée du parti, mais plutôt d'un perpétuel va-et-vient entre : l'approfondissement sur des points précis au cours d'assemblées ouvrières et paysannes ou par le travail des comités d'initiative populaire dont c'est la tâche principale, et la globalisation ou la recherche sur des secteurs entiers par des rencontres ou des synthèses régionales et nationales. Les échelons régionaux du parti doivent contribuer à cette synthèse permanente et les différentes étapes seront sanctionnées par des Assises Nationales du parti.

— Mettre en œuvre une stratégie institutionnelle.

La progression du mouvement politique de masse ne peut se faire seulement à partir de la force de persuasion des militants révolutionnaires. S'il est vraiment de masse, un mouvement important inclura nécessairement des travailleurs de sensibilité réformiste. Il ne s'agit pas de les rejeter, mais de les faire venir sur nos positions. Cela suppose une succession de victoires partielles, une capacité de consolider ces victoires, une aptitude soit à utiliser dans un sens révolutionnaire des institutions existantes, en créant les ruptures nécessaires, soit à en créer de nouvelles, au niveau de la production, du cadre de vie, de l'école, des institutions légales et des communications de masse.

— Recentrer les luttes menées autour de campagnes unifiantes.

Le développement du mouvement politique de masse exige une autre condition. Il ne lui suffit pas de disposer d'une force révolutionnaire animatrice d'un programme élaboré à la base et d'une stratégie institutionnelle. Il lui faut plus encore une capacité de mener des luttes de masse effectivement unifiantes dans la période présente.

Si l'axe de contrôle ouvrier demeure la référence commune de toutes ces luttes quant à leurs formes et à la nature de leurs objectifs, il ne suffit pas à définir ces objectifs eux-mêmes. C'est pourquoi, parmi les campagnes d'action étudiées par le

7<sup>e</sup> Congrès, la D.P.N. décide de donner la priorité à trois d'entre elles :

— une campagne sur l'emploi et les conditions de travail, conformément au mandat donné par la Conférence nationale entreprises ;

— une campagne sur la mainmise du capitalisme sur le cadre de vie et la vie quotidienne ;

— une campagne sur la liberté d'expression à l'école et les conditionnements familiaux.

## 4 - Eléments de tactique

CETTE stratégie ne sera crédible que si elle est assortie d'une tactique qui en traduise efficacement le développement dans les situations politiques successives. Dans la période présente cette tactique doit être définie sur deux points :

Cette stratégie ne sera crédible que si elle est assortie d'une tactique qui en traduise efficacement le développement dans les situations politiques successives. Dans la période présente cette tactique doit être définie sur deux points :

— Une tactique offensive par rapport aux forces réformistes. L'explication publique est ici mal aisée, car le P.C. n'est pas considéré par les travailleurs comme une force réformiste, bien qu'il le soit en fait devenu. Quant au P.S., il apparaît bien comme une organisation réformiste, mais cela ne suffit pas à faire condamner son action ou sa stratégie par tous les travailleurs : beaucoup d'entre eux en effet n'ont pas eu la possibilité de constater par expérience que le réformisme ne peut conduire qu'à une impasse.

Ce n'est pas par des dénonciations abstraites que l'on peut changer leur comportement, mais sur le terrain, à l'occasion de luttes précises et des débats qui permettent d'en tirer les enseignements, où il sera facile de montrer d'abord que des réformes, quelle qu'en soit l'ampleur, ne pourront jamais modifier la nature du régime, mais aussi que des victoires partielles peuvent améliorer le rapport de forces en faveur des travailleurs.

La tâche des militants révolutionnaires est donc de provoquer le débordement des forces réformistes en prenant l'initiative de luttes significatives et en les liant aux objectifs de transition au socialisme. Ils devront en outre mettre en place les formes organisationnelles de ce débordement (notamment par les comités d'initiative populaire) et intervenir publiquement dans la controverse P.C.-P.S. pour faire apparaître les contradictions qui les opposent et qui traversent chacun d'eux, et proposer d'autres alternatives aux travailleurs.

Dans la situation actuelle, en France, il est certain que la victoire ou la progression de l'alliance P.C.-P.S. ne peut pas créer les conditions d'une transition vers le socialisme (ce qui représente une différence de nature avec la situation chilienne). Elle peut par contre démontrer concrètement l'impossibilité d'une stratégie réformiste, aggraver les contradictions de la bourgeoisie et ouvrir par là de nouvelles perspectives aux forces révolutionnaires.

— La tactique électorale.

Elle se déduit logiquement de la stratégie :

a) la volonté de bâtir une force révolutionnaire autonome doit s'accompagner de l'expression électorale de cette force dans la très grande majorité des circonscriptions au premier tour.

La cohésion des candidatures sera assurée par leur participation commune à l'élaboration du programme révolutionnaire.

L'affirmation électorale d'une force révolutionnaire ne prend tout son sens que si elle est liée aux luttes réelles. C'est autant que possible à travers ces luttes que doivent être dégagés les militants qui en sont les plus représentatifs et les plus capables d'en expliquer la signification politique.

b) au second tour, si les confrontations tactiques nécessaires permettent de dégager un minimum de cohérence dans la manière d'affronter les forces du conser-

vatisme et de la réaction, et d'en aggraver les contradictions, le parti pourra soutenir les candidats de gauche dans la mesure où leur lutte est liée à celle des travailleurs.

Un Conseil national précisera la plateforme, les alliances, les aspects tactiques et la forme de la campagne nécessaire pour cette bataille.

## Complément d'information

Le rapport des travaux de la Commission, fait par le camarade Trenac, a indiqué un début de calendrier pour les initiatives mentionnées dans le texte de la résolution et les moyens à mettre en place pour réaliser l'objectif poursuivi.

### 1. Structures de débat.

Le but est d'articuler les trois campagnes lancées par le P.S.U. sur l'emploi, le cadre de vie et l'école avec la tenue des A.O.P. localisées, la mise en place des Comités d'initiative populaire, et l'élaboration du projet « La révolution, qu'est-ce que c'est? ».

La Commission désignée par la D.P.N. de novembre prend en charge l'ensemble de la procédure, et en particulier les problèmes de diffusion de l'information. Elle est composée de : La Fourrière, Garnier, Gallus, Verlhac, Codo, Saigre, Bénétiau, Salgues et Hecet. Peuvent s'y adjoindre tous les membres de la D.P.N. qui étaient absents de la D.P.N. quand cette Commission a été désignée.

### 2. Procédure.

Edition de plaquettes d'une dizaine de pages, début février, pour chacun des thèmes choisis : pouvoir, travail, ville, famille et vie quotidienne, savoir, solidarité, société internationale, etc.

Ces plaquettes seront accompagnées d'une sorte de « mode d'emploi » pour les sections et fédérations.

WEEK-END national d'élaboration, (4 et 5 mars), bilan du travail déjà réalisé et de certaines luttes (ex. : les A.O.P.) avec les groupes engagés dans le projet.

Il y aura autant de commissions que de thèmes sur lequel le travail a commencé.

Pourront être invités à ce week-end, les camarades d'organisations qui ont donné leur accord à la perspective du projet.

De mars à mai : débats publics, nationaux et fédéraux. Deux problèmes au cours de cette période : le développement des C.I.P. lié à l'évolution des situations locales et les premiers travaux de rédaction de façon décentralisée, ce qui nécessite une matière première importante.

La D.P.N. de mai jugera de l'état d'avancement des travaux. En novembre, une instance nationale prendra position sur les éléments déjà fournis et en tirera un jugement politique d'ordre programmatique pour le parti lui-même.

### 3. Matériel.

La Commission nationale propagande travaille sur des projets d'affiches pour illustrer les thèmes de travail. Un tract national doit être édité. Les sections et les fédérations disposeront prochainement des plaquettes de présentation des grandes questions du projet.

En juin paraîtront des brochures reprenant, en les développant, les principales questions et les luttes caractéristiques menées par les militants engagés, avec nous, dans l'élaboration du programme. Dans certains cas, les brochures pourront être remplacées par des numéros spéciaux de « T.S. » : certains numéros paraîtront dès le mois de mars. □

# Pour une orientation stratégique

Texte minoritaire  
(Fontès) - 22 voix

Il ne faut pas fermer les yeux sur le renforcement des courants réformistes au cours de la dernière période. Alors que le régime apparaît en crise, eux seuls profitent de cette situation parce que seuls ils semblent offrir une perspective. Le P.C.F. renforce sa crédibilité comme aile marchande d'une « union de la gauche » qui ouvrirait la « voie au socialisme ». Le parti socialiste a renforcé son audience ; s'inscrivant dans la même perspective, tout en apparaissant comme le garant devant la bourgeoisie que l'union de la gauche ne conduirait pas à une issue présentant les caractères d'une transition au communisme. Son « aile gauche » repeint la vieille boutique pour lui donner un air de neuf en reprenant les thèmes du marxisme-léninisme : contrôle ouvrier, conseil d'usine, appropriation collective des moyens de production, autogestion...

Le P.S.U. disparaît dans des manifestations aussi importantes que celle du 19 décembre à Paris, est incapable d'initiatives centrales et voit se développer en son sein des tendances à l'éclatement. De ce fait, il perd sa crédibilité non seulement à l'extérieur mais aussi à l'intérieur.

Ce qui paralyse le P.S.U. dans la situation présente, c'est le manque de stratégie et par voie de conséquence de perspectives politiques claires. Faute de celles-ci personne ne voit où va le parti ni à quoi il sert. De l'extérieur il apparaît comme l'auberge espagnole où chacun apporte ses idées, mais dont personne ne sait à quelle orientation réelle il finira par se rallier. A l'intérieur du parti, les militants de la gauche ne peuvent que suspecter la direction de camoufler sa propre orientation stratégique, c'est-à-dire de mettre le parti en condition pour le mettre, au moment voulu, à la remorque de la stratégie réformiste.

L'absence de stratégie et la suspicion qu'elle entraîne déterminent une crise intérieure grave qui se traduit par le départ d'excellents militants, la crise de T.S., etc. et qui débouchera sur l'éclatement du P.S.U. si la clarification politique par rapport à une stratégie révolutionnaire n'est pas faite.

Or un tel éclatement signifierait la dispersion d'un acquis politique important et ne profitant aujourd'hui qu'aux réformistes.

Cette suspicion des militants de la gauche n'est pas sans fondement. Si le parti n'a pas de stratégie il finira par rallier celle des réformistes : au moment décisif il est impossible de ne pas choisir son camp.

Le B.N. attend les événements ; il prend pour une stratégie l'élaboration du programme lui-même qui peut permettre de disputer au P.S. une partie des équipes dirigeantes de la C.F.D.T. et des groupes marginaux en mettant en commun la recherche et les interrogations.

Or l'élaboration d'un programme n'a de sens que dans le cadre d'une stratégie. A la question posée par la D.P.N. : « La Révolution, qu'est-ce que c'est? » répond une autre question : « un programme, pour quoi faire? ».

La réponse dépend de l'analyse de la situation.

a) le capitalisme international est entré dans une période de sérieuses difficultés économiques dont la crise monétaire est un signe ;

b) cette crise touche déjà et touchera davantage l'année prochaine l'Europe occidentale. En France, malgré les efforts du pouvoir pour établir des barrages, cette détérioration de la situation économique se traduira par une réduction des rythmes de croissance, l'inflation et la hausse du coût de la vie, les fermetures d'usines

marginales, l'accélération des regroupements entraînant chômage technique et manipulation de la main-d'œuvre, la résistance accrue du patronat aux revendications ouvrières, la croissance du chômage.

c) Cette situation menace la politique de concertation de Chaban-Delmas et les concessions planifiées par contrats à la classe ouvrière : l'apparent succès des contrats de la Fonction publique traduit non les possibilités de concessions de la part du pouvoir, mais l'utilisation par lui de la servilité des appareils syndicaux réformistes (d'où le désaveu de la signature par la direction nationale de la C.F.D.T.).

d) Cette évolution menace particulièrement le marché agricole et accentuera les difficultés des paysans (également celles des petits commerçants) ;

e) en raison de la résistance accrue du patronat et du volant de chômage dans diverses branches, les travailleurs hésitent à s'engager dans des luttes partielles ; l'appareil réformiste et néo-réformiste renforce ces hésitations ;

f) les luttes seront souvent défensives (comme dans le bassin de Longwy) et tourneront souvent autour de la défense de l'emploi ;

g) par contre, on peut s'attendre à ce que les luttes soient plus dures (comme celle du métro) ;

h) dans l'ensemble, les travailleurs auront de plus en plus tendance à s'en remettre à une perspective de changement gouvernemental ; les réformistes renforceront bien sûr cette tendance pour la capitaliser en suffrages ;

i) par contre, à mesure où la situation se durcira, les travailleurs seront plus sensibles à une explication politique et à des mots d'ordre d'ensemble.

Cette situation rend précaire la stabilité politique et la domination de l'U.D.R.

a) Malgré l'impuissance de l'opposition à profiter des scandales financiers, hautement révélateurs des mécanismes du régime, l'U.D.R. est menacée parce qu'elle perd les bases de sa politique ;

b) les « réformateurs centristes » posent leur candidature au pouvoir pour des « réformes de structures » qui visent en fait à s'adapter à la « rationalité » des grands trusts internationaux ;

c) les réformistes offrent une perspective pour une politique de rechange ; en fait, il s'agit de nationaliser les secteurs insuffisamment rentables et d'élargir le marché intérieur par des concessions à la consommation des couches populaires.

Certes, les jeux ne sont pas faits. Les tractations se poursuivent entre les fractions de la bourgeoisie, entre certaines fractions de la bourgeoisie et les réformistes, entre P.S. et P.C.F. Mais ces tractations ne sont pas l'essentiel. L'essentiel c'est que la situation économique, sociale et politique où nous entrons pose le problème du pouvoir. Les rapports de force entre réformistes et révolutionnaires font que ce problème du pouvoir est posé à l'intérieur du régime.

Les manœuvres autour de l'unité de la gauche se poursuivent. Le parti socialiste s'efforce de rajouter sa façade par la publication de son avant-projet de programme. Mais il arrive mal à concilier deux exigences contradictoires, d'une part trouver la sympathie de couches marquées par l'esprit de révolte de mai-juin 1968 ; d'autre part conserver le contact avec certaines des forces les plus conservatrices de la société française (réformateurs, radicaux, etc.). Pour être crédible en tant que candidat à l'exercice du pouvoir, il lui faut en outre concilier un minimum d'entente avec le P.C.F. (sur le plan électoral) tout en manifestant hautement son « Indépendance », c'est-à-dire son attachement à la démocratie bourgeoise. C'est pourquoi il doit jouer sans cesse. Il doit en fait jouer sur tous les tableaux.

Pour sa part, le P.C.F. n'a pu rétablir des positions ébranlées en mai-juin 68 qu'en se donnant l'apparence de positions plus dures face au partenaire socialiste. Dans la période présente, il pré-

fère de beaucoup souligner les faiblesses et les dérobades du P.S., ce qui lui permet de se donner à bon compte le rôle du censeur rigoureux. Bien entendu, cela n'entraîne de sa part aucune recherche d'actions de masse. Au contraire, toute son attitude est de freiner au maximum les luttes pour limiter les affrontements au seul niveau électoral et parlementaire, et pour éviter de se trouver face à des mouvements incontrôlables. Le P.C.F. veut bien apparaître dans l'opinion comme la principale force d'opposition à Pompidou, mais il ne tient pas du tout à ce que l'opposition des travailleurs au régime déborde ses objectifs de « démocratie avancée » et remette en question l'équilibre économique et social actuel.

Dans ce contexte, on ne peut donc escompter que l'unité hésitante de la gauche traditionnelle suscite l'enthousiasme dans les classes populaires. Même si une partie importante des travailleurs y voit la seule forme possible d'expression politique, il est clair que très nombreux sont aussi ceux qui la considèrent comme une sorte de moindre mal et un moyen bien imparfait de desserrer la pression de l'ennemi de classe. Il y a un fossé trop profond entre l'expérience qu'ils font quotidiennement de l'exploitation et les moyens de lutte le plus souvent anodins qui leur sont proposés. Il n'y a pas de commune mesure entre ce qui se passe au niveau des états-majors et ce qui se passe au niveau de la base.

Face à cette réalité et à cette perspective, il n'existe que deux perspectives stratégiques possibles :

a) la première consiste à s'intégrer à cette « union de la gauche » sous une forme ou sous une autre. Telle est la proposition de G. Martinet qui vise à s'y intégrer comme aile marchante (ou critique). Ce serait renoncer en fait à tout objectif révolutionnaire, cautionner le réformisme, et briser toute perspective révolutionnaire dans ce pays.

Telle est aussi la politique de l'A.I.S.-O.C.I. qui vise à « mettre au pied du mur » les directions réformistes pour les sommer de réaliser un « gouvernement ouvrier ». Telles sont enfin toutes les politiques qui visent à jouer par rapport à l'unité de la gauche un rôle de mouche du coche.

b) la seconde consiste à ouvrir une autre perspective qui s'appuie sur le mouvement des masses en se gardant de toute collusion avec les appareils réformistes et leurs alliés bourgeois.

En France, les révolutionnaires constituent une force potentielle non négligeable, susceptible d'influencer les événements. Cette force se retrouve sous trois formes qui ne se recoupent pas nécessairement, mais qui expriment le même phénomène politique :

a) un « gauchisme ouvrier et paysan » latent dans une fraction non négligeable des travailleurs. Ce « gauchisme » apparaît dans le caractère nouveau des luttes et le type des revendications. L'exemple le plus frappant en est le mouvement des O.S. du Mans. Cela signifie qu'en dépit des appareils réformistes une fraction des travailleurs (notamment parmi les jeunes) a plus ou moins consciemment assimilé certaines des leçons des luttes — notamment celles de mai 68 — et que, dans certaines conditions favorables, elle est prête à les mettre en œuvre ou à répondre aux militants révolutionnaires qui leur proposent de les mettre en œuvre ;

b) une radicalisation qui s'effectue dans certains mouvements de masse — notamment dans la C.F.D.T. et le C.N.J.A. — et influe sur les préoccupations et les orientations de ces mouvements (ou d'une minorité de ces mouvements). C'est ce qui traduit en partie (en partie seulement) les récentes orientations de la C.F.D.T. — Phénomène important : une série d'idées importantes sont ainsi reprises en compte et véhiculées nationalement (sur l'organisation du travail, la hiérarchie, la démocratie ouvrière, etc.).

c) Les organisations révolutionnaires.

Leur crise actuelle est l'aboutissement inévitable d'une erreur fondamentale présente depuis 1968 dans leur conception

des rapports avec les masses : l'avant-gardisme. Cette erreur est liée à leur base sociale : la petite-bourgeoisie intellectuelle.

A droite, la Ligue communiste a rompu tout semblant de relation avec le mouvement des masses (ex. Secours rouge) et poursuit avec sa ténacité habituelle la recherche de la reconnaissance officielle par les organisations traditionnelles de la classe ouvrière (en utilisant par exemple le paravent du F.S.I.). Dans ces conditions un renforcement numérique ne peut avoir aucun impact qualitatif sur la politisation du mouvement des masses.

A gauche, la Gauche prolétarienne, bien qu'elle ait renoncé au rôle de quartier général de la résistance populaire, essaie du moins au niveau local de coller aux révoltes immédiates. Une telle tactique épuise ses militants dans le localisme et, même à ce niveau, la volonté de récupération systématique bloque toute possibilité de prise en charge par les masses de leurs propres luttes.

C'est pourquoi, malgré le dévouement de leurs militants et leur reconnaissance de fait sur la scène politique française, les groupes d'extrême-gauche ne peuvent servir de noyau à la construction d'un parti qui soit l'intellectuel collectif des masses. Et cela même dans l'hypothèse très improbable de l'unification de ces groupes.

#### ● Orientation stratégique révolutionnaire.

La stratégie c'est l'ensemble des moyens permettant d'atteindre des objectifs donnés. L'objectif du mouvement révolutionnaire c'est la conquête du pouvoir par la classe ouvrière et ses alliés en vue d'entreprendre la transformation révolutionnaire des rapports économiques et sociaux et la construction d'une société communiste.

Ce n'est donc pas l'aménagement du système capitaliste ni la tentative illusoire de son grignotage par des « contre-institutions ».

Le moyen c'est la construction d'un pôle politique révolutionnaire autonome offrant aux travailleurs une alternative concrète au réformisme.

Dans la période actuelle sa traduction c'est :

— l'axe stratégique du contrôle ouvrier : assemblée des travailleurs conduisant la lutte, pratique du fait accompli, rupture avec la légalité patronale, remise en cause de l'organisation capitaliste du travail. A travers le développement de cet axe stratégique, la classe ouvrière accède à l'autonomie idéologique et politique qui lui permet de poser le problème de la prise du pouvoir et de la dictature du prolétariat. Celle-ci est l'exercice du pouvoir par la classe ouvrière elle-même et non par un état-major prétendant agir en son nom ;

— le mouvement politique de masse : convergence et unification des luttes des classes et couches exploitées et opprimées autour des luttes de la classe ouvrière en vue de la conquête du pouvoir.

A travers le développement du M.P.M. se forment les alliances de classe et se résolvent les contradictions au sein du peuple. La radicalisation et la politisation du mouvement de masse face au réformisme constitue une tâche essentielle de la période.

Par conséquent, le pôle politique révolutionnaire ne peut se construire par des négociations d'état-major visant à la formation d'un front des révolutionnaires qui ne pourrait être qu'un cartel. Il ne peut non plus se constituer autour d'un état-major autoproclamé : il faut en finir avec l'avant-gardisme. Ce pôle doit se construire dans les luttes et se donner les formes d'organisation qui lui permettent d'intégrer l'ensemble des militants engagés dans ces luttes, qu'ils soient organisés ou non.

Pour le parti, il s'agit aujourd'hui de s'engager franchement dans cette voie nouvelle et non pas de revenir à l'une quelconque des étapes antérieures de son histoire. Il ne s'agit pas de revenir :

— aux débats de Dijon et de Rouen sur les diverses espèces de front (front unique, front des révolutionnaires, etc.) ;

— aux pratiques d'avant mai 68 qui tendent à occuper la scène politique par les effets de presse des déclarations, colloques, discussions d'état-major... ou les perspectives électorales. A ce sujet, la question des élections n'est pas le problème de l'heure. Les élections sont à resituer à leur place et rien qu'à leur place dans la stratégie définie plus haut. Toute tentative pour définir dès aujourd'hui une tactique et une préparation de nos candidatures serait prématurée. En revanche au nom de la stratégie d'autonomie du mouvement révolutionnaire, il est clair que notre intervention sur ce terrain (quelles que soient ses formes) devra rester pleinement indépendante par rapport aux réformistes.

Dans notre orientation stratégique, quelle est la place du programme ?  
Ce qu'il n'est pas :

— un programme ne peut tenir lieu de stratégie ni de réponse aux exigences de la lutte des travailleurs. Trop souvent dans le passé le parti s'est mis à faire des programmes quand il perdait le contact avec les luttes ;

— un programme n'est pas la rencontre d'un lancement publicitaire et d'une réflexion de commissions nationales d'experts.

Un programme c'est :

— à chaque étape l'ensemble des objectifs que les masses mettent en avant et qui permet de préparer les étapes suivantes ;

— une élaboration à partir des luttes et dans la perspective de la construction du communisme.

Il doit partir de l'acquis du parti, qui fournit dès aujourd'hui la matière de réponses claires notamment :

— sur l'autogestion et la dictature du prolétariat ;

— sur la hiérarchie et l'organisation capitaliste du travail ;

— sur la démocratisation de la culture ou la révolution culturelle ;

— sur les nationalisations et le renversement des rapports de production capitaliste.

Comment cette stratégie peut-elle être appliquée concrètement sur les terrains où les militants sont engagés ?

Il s'agit ici, non pas de dresser un catalogue des actions à mener, mais simplement d'illustrer sur quelques-uns des terrains principaux l'orientation générale qui vient d'être définie.

#### LUTTES SOCIALES

La crise monétaire entraîne aujourd'hui un ralentissement monétaire de l'expansion (difficulté à l'exportation, concurrence accrue). En conséquence le patronat est conduit à limiter ses investissements d'où une politique prudente en matière de biens d'équipements. Il utilise ce ralentissement pour accélérer le processus de restructuration qui se développe depuis quelques années. Dans cette conjoncture les grandes banques interviennent directement et exigent « une bonne gestion » pour les prêts bancaires ; ce qui entraîne le sacrifice de départements entiers afin de rentabiliser la production globale des grands trusts et des grandes firmes multinationales.

Cela se traduit par :

— la fermeture de petites entreprises en difficulté face à la concurrence ;

— la restructuration et la concentration-fusion entre les entreprises. Tout cela engendrant du chômage ; tout cela a pour origine la volonté de rationaliser et ne correspond pas à une crise classique de l'économie capitaliste. Cette situation touche en premier lieu les immigrés, les femmes et les jeunes.

Nous devons refuser la logique du capital et la simple limitation des dégâts et par contre militer de telle façon que :

— pour la mutation ou le licenciement d'un travailleur, ce soit le blocage immé-

diat du secteur où intervient ce licenciement ;

— les temporaires, auxiliaires ou intérimaires ne fassent pas les frais des premiers licenciements, la lutte pour le « même statut pour tous » devient essentielle ;

— pour empêcher les licenciements le mot d'ordre soit « réduisons nous-mêmes les cadences et la durée du travail ».

Par rapport à cette situation il nous faut organiser l'unité populaire.

Les Comités de soutien constitués à l'initiative des révolutionnaires doivent être compris comme des comités d'initiative populaire de forme non cartellisée ayant pour but :

— de développer la lutte dans l'entreprise ainsi que l'information et la tentative de généraliser la lutte à l'ensemble du trust, de la branche d'industrie et de la région contre la politique de division du patronat ;

— d'assurer la jonction ville-entreprise en popularisant la lutte auprès des travailleurs des autres entreprises de la ville (soutien de la population dans les quartiers) et en prenant en compte les propres motivations des couches populaires concernées contre le capital ;

— toutes ces tâches doivent être prises en charge par les travailleurs eux-mêmes, car l'attentisme ne peut conduire qu'à la répression patronale ;

— le problème, pour les militants révolutionnaires, n'est donc pas de construire des fractions dans les syndicats pour les pousser à avoir une politique juste, mais d'offrir des perspectives de luttes offensives, organisant l'unité populaire autour d'une stratégie et d'un programme.

#### MOUVEMENTS POPULAIRES

L'attitude des révolutionnaires à l'égard des mouvements populaires a un double aspect : elle doit favoriser leur autonomie et contribuer à assurer leur convergence contre l'ennemi commun vers une cible commune.

Les mouvements des femmes, des jeunes, des minorités nationales se développent sur une base spécifique : ils expriment la prise en charge par les travailleurs de leurs propres affaires. C'est à partir de cette expérience que s'élève la conscience politique. Le parachutage dans ces mouvements d'une ligne élaborée à l'extérieur n'aboutirait qu'à leur sclérose et à leur liquidation.

Néanmoins la question de la prise du pouvoir pose le problème de la convergence. Or celle-ci est rendue objectivement possible par l'intervention généralisée du capital dans tous les secteurs de la vie sociale. Tous ces mouvements affrontent le même ennemi. Les objectifs qu'ils mettent en avant sont de même nature : ils expriment la volonté de nouveaux rapports sociaux. Leurs formes de lutte s'inspirent des acquis des combats les plus avancés de la classe ouvrière ; en particulier des principes du contrôle ouvrier : assemblées générales de décision et d'action, tactique du fait accompli.

Le rôle des militants les plus conscients, à partir de leur expérience dans la lutte au sein de ces mouvements, c'est de synthétiser les aspirations des masses, de dégager les cibles qui peuvent être communes à la classe ouvrière et à l'ensemble du peuple, de les porter comme éléments du programme communiste élaboré au sein du pôle révolutionnaire. Dans un second temps ces militants soumettent aux masses en lutte l'ensemble de ce programme pour qu'elles le mettent à l'épreuve, le critiquent, en fassent leur programme.

La recherche de cette unité populaire sur le terrain de lutte de l'École implique que cette lutte ne soit dirigée par un secteur spécialisé où ne se retrouvent que les enseignants, les étudiants et parfois les parents d'élèves. La nature de classe du système scolaire entraîne que la priorité soit donnée aux interventions sur l'enseignement professionnel et technique, et sur la réalité de la sélection dans tous les autres enseignements.

Les initiatives du parti doivent être engagées par les secteurs agricole et entre-

prise, pour pousser à la convergence des luttes des élèves, des étudiants et des travailleurs, et organiser le soutien par les enseignants révolutionnaires.

Dans la lutte contre la répression le Parti, s'il ne doit pas se limiter à critiquer les pratiques manipulatoires et les attitudes minorisantes, doit faire tous ses efforts pour développer sur une ligne de masse les comités de base du S.R. — A partir de la répression qui frappe les militants révolutionnaires et, de plus en plus, les mouvements populaires, ces comités doivent fournir les éléments d'une contre offensive populaire remettant en cause des aspects essentiels de l'oppression capitaliste : conditions de travail, racisme, logement, etc.

#### STRATEGIE INTERNATIONALE

L'IMPERIALISME américain reste aujourd'hui encore l'imperialisme dominant. C'est pourquoi la lutte des peuples d'Indochine et les victoires qu'ils remportent constituent un aspect essentiel du combat anti-imperialisme et le soutien militant à cette lutte doit être assuré par tous les révolutionnaires.

Pour nous, le soutien aux peuples (Indochinois, Palestinien, Africains) en lutte contre l'imperialisme passe aussi par la lutte contre l'imperialisme français. Le mouvement ouvrier français a, dans ce combat, des responsabilités particulières, et de plus l'imperialisme français est un élément essentiel de l'imperialisme mondial. C'est pourquoi une lutte systématique contre tous les aspects de l'imperialisme français (colonisation des D.O.M. et T.O.M., ventes d'armes, interventions militaires (Tchad), « coopération », politique pétrolière est déterminante et doit être développée systématiquement et de façon continue par le mouvement révolutionnaire. Cette lutte doit être menée dans les entreprises notamment contre les marchands de canons et les sociétés qui ont des intérêts économiques imperialistes directs (banques engagées dans la construction du barrage de Casovo Bosso au Mozambique par exem-

ple).

La nécessité absolue de mener une action continue et cohérente doit notamment dicter notre attitude par rapport au F.S.I. La présence dans cette organisation dont l'objectif est d'être, pour la Ligue, la justification de ses tentatives d'être reconnue par le P.C.F. et l'écran de son incapacité à agir sur d'autres terrains de lutte ne sert que d'alibi à l'absence d'actions réelles du Parti dans ce domaine. Le Parti doit être capable d'animer une action spécifique sur le Vietnam, précédée d'un débat dans l'ensemble du Parti, en donnant des directives d'action précises aux sections et aux fédérations, et reposer le problème de son adhésion au F.S.I.

Un aspect essentiel du combat anti-imperialiste est le combat révolutionnaire chez les travailleurs immigrés. Fraction du prolétariat international, ils sont partie prenante dans la lutte de classes en France. L'unité de la classe ouvrière sera d'ailleurs renforcée par la capacité d'organiser d'une façon autonome des travailleurs de chaque nationalité, en fonction des données de luttes dans leur pays et en France. Les luttes menées en commun par les travailleurs français et immigrés faciliteront la convergence des deux fractions, française et non française, du même prolétariat dans une même dynamique révolutionnaire. Ces luttes menées en commun nécessitent le dépassement des mots d'ordre libéraux ou réformistes (« logement décent », « droits égaux », etc.). Mais elles exigent aussi, au niveau de la pratique, une connaissance des problèmes spécifiques des travailleurs immigrés, et, au niveau de la théorie, une capacité de critique. Ceci passe par une confrontation constante des expériences et des analyses. Le soutien aux luttes de masse (Réunionnais et Antillais en liaison avec les luttes anticolonialistes, Portugais avec la lutte antiraciste et les déserteurs, etc.) doit être assuré par l'ensemble du Parti.

De notre vigueur dans cette période dépendent l'avancée du mouvement de masse et la formation du parti révolutionnaire.

# Pour une orientation stratégique

Texte minoritaire  
(Craipeau) - 10 voix

Avant la représentation de son texte, le camarade Craipeau a lu une déclaration qu'on lira à la suite.

1° Il ne faut pas fermer les yeux sur le renforcement des courants réformistes au cours de la dernière période. Alors que le régime apparaît en crise, eux seuls profitent de cette situation parce que seuls ils semblent offrir une perspective. Le P.C.F. renforce sa crédibilité comme aile marchante d'une « union de la gauche » qui ouvrirait la voie au socialisme. Le parti socialiste s'est considérablement renforcé en s'inscrivant dans la même perspective tout en apparaissant comme le garant qu'elle ne conduirait pas à une issue de type stalinien : son aile gauche repeint la vieille boutique pour lui donner un air de neuf. En face de cette situation, l'extrême-gauche apparaît politiquement en perte de vitesse. Le P.S.U., lui, disparaît dans les manifestations, est incapable d'initiatives centrales et voit se développer en son sein les tendances centrifuges. Il perd sa crédibilité, non seulement à l'extérieur, mais à l'intérieur.

2° Ce qui paralyse le P.S.U. dans la situation présente, c'est le manque de perspectives. Faute de celles-ci, personne ne voit où va le parti ni à quoi il sert. De l'extérieur, il apparaît comme l'auberge espagnole où chacun apporte ses idées, mais dont personne ne sait à quelle orientation réelle il finira par se rallier. A l'intérieur du parti, les militants de la gauche ne peuvent que suspecter la direction de camoufler sa propre orientation stratégique, c'est-à-dire de mettre le parti en condition pour le mettre au moment voulu à la remorque de la stratégie réformatrice. L'absence de stratégie et la suspicion qu'elle entraîne déterminent une crise intérieure grave qui se traduit par le départ d'excellents militants, la crise de « T.S. », etc., et qui débouchera sur l'éclatement du P.S.U. si la barre n'est pas immédiatement redressée.

Or, un tel éclatement signifierait la dispersion d'un acquis politique inestimable et ne profiterait aujourd'hui qu'au réformisme.

3° Cette suspicion des militants de la gauche n'est pas sans fondement. Si le parti n'a pas de stratégie il finira par rallier celle des réformistes : au moment décisif il est impossible de rester « le cul entre deux chaises ». La vérité, c'est que le B.N. se borne au cabotage en attendant que la situation s'éclaircisse. Il attend des événements qui démontrent l'impossibilité de l'union de la gauche. Dès lors, il prend pour une stratégie l'élaboration du programme lui-même qui peut permettre de disputer au P.S. une partie des équipes dirigeantes de la C.F.D.T. et des groupes marginaux, en mettant en commun la recherche et les interrogations.

Or, l'élaboration d'un programme n'a de sens que dans le cadre d'une stratégie. A la question posée par la D.P.N. : « la révolution qu'est-ce que c'est » répond une autre question : « un programme, pour quoi faire ? »

4° La réponse dépend de l'analyse de la situation.

a) Le capitalisme international est entré dans une période de sévères difficultés économiques dont la crise monétaire est un signe.

b) Cette crise touche déjà — et touchera davantage l'année prochaine — l'Europe occidentale. En France, malgré les efforts du pouvoir pour établir des barrages cette détérioration de la situation économique se traduira par une réduction des rythmes de croissance, l'inflation et la hausse du coût de la vie, les fermetures d'usines marginales, l'accélération des regroupements entraînant chômage technique et manipulation de la main-d'œuvre, la résistance accrue du patronat aux revendications ouvrières, la croissance du chômage.

c) Cette situation menace la politique de concertation de Chaban-Delmas et les concessions planifiées par contrats à la classe ouvrière : l'apparent succès des contrats de la Fonction publique traduit non les possibilités de concessions de la part du pouvoir mais l'utilisation par lui de la servilité des appareils syndicaux réformistes (d'où le désaveu de la signature par la direction nationale de la C.F.D.T.).

d) Cette évolution menace particulièrement le marché agricole et accentuera les difficultés des paysans (également celles des petits commerçants).

5° La situation économique et politique influe dès maintenant sur les luttes ouvrières et paysannes.

a) En raison de la résistance accrue du patronat et du volant de chômage dans diverses branches, les travailleurs hésitent à s'engager dans des luttes partielles : l'appareil réformiste et néo-réformiste renforce ces hésitations.

b) Les luttes seront souvent défensives (comme dans le bassin de Longwy) et tourneront souvent autour de la défense de l'emploi.

c) Par contre, on peut s'attendre à ce que les luttes soient plus dures (comme celle du métro).

d) Dans l'ensemble, les travailleurs auront de plus en plus tendance à s'en remettre à une perspective de changement gouvernemental, les réformistes renforceront bien sûr cette tendance pour la capitaliser en suffrages.

e) Par contre à mesure où la situation se durcira, les travailleurs seront plus sensibles à une explication politique et à des mots d'ordre d'ensemble.

6° Cette situation rend précaire la stabilité politique et la domination de l'U.D.R.

a) Malgré l'impuissance de l'opposition à profiter des scandales financiers, hautement révélateurs des mécanismes du régime, l'U.D.R. est menacée parce qu'elle perd les bases de sa politique.

b) Les « réformateurs centristes » posent leur candidature au pouvoir pour des « réformes de structures » qui visent en fait à s'adapter à la « rationalité des grands trusts internationaux ».

c) Les réformistes offrent une perspective pour une politique de rechange ; en fait il s'agit de nationaliser les secteurs insuffisamment rentables et d'élargir le marché intérieur par des concessions à la consommation des couches populaires.

Certes, les jeux ne sont pas faits. Les tractations se poursuivent entre les fractions de la bourgeoisie, entre certaines fractions de la bourgeoisie et les réformistes, entre P.S. et P.C.F. Mais ces tractations ne sont pas l'essentiel. L'essentiel c'est que la situation économique, sociale et politique où nous enrons, pose le problème du pouvoir. Les rapports de forces entre réformistes et révolutionnaires font que ce problème du pouvoir est posé à l'intérieur du régime.

7° Les manœuvres autour de l'unité de la gauche se poursuivent. Le parti socialiste s'efforce de rajeunir sa façade par la publication de son avant-projet de programme. Mais il arrive mal à concilier deux exigences contradictoires, d'une part trouver la sympathie de couches marquées par l'esprit de révolte de mai-juin 1968, d'autre part conserver le contact avec certaines des forces les plus conservatrices de la société française (réformateurs, radicaux, etc.). Pour être crédible en tant que candidat à l'exercice du pouvoir, il lui faut en outre concilier un minimum d'entente avec le P.C.F. (sur le plan électoral) tout en manifestant hautement son indépendance, c'est-à-dire son attachement à la démocratie bourgeoise. C'est pourquoi il doit louver sans cesse. Il doit en fait jouer sur tous les tableaux.

8° Pour sa part le P.C.F. qui n'a pu rétablir des positions ébranlées en mai-juin 68 qu'en se donnant l'apparence de positions plus dures face au partenaire socialiste et qu'en reprenant à son compte tout en les édulcorant, certaines des revendications ondoyantes de François Mitterrand. Dans la période présente, il préfère de beaucoup souligner les faiblesses et les

dérobades du P.S., ce qui lui permet de se donner à bon compte le rôle de censeur rigoureux. Bien entendu, cela n'entraîne de sa part aucune recherche d'actions de masse pour déborder les diverses orientations réformatrices. Au contraire, toute son attitude est de freiner au maximum les luttes pour limiter les affrontements au seul niveau électoral et parlementaire, et pour éviter de se trouver face à des mouvements incontrôlables. Le P.C.F. veut bien apparaître dans l'opinion comme la principale force d'opposition à Pompidou, mais il ne tient pas du tout à ce que l'opposition des travailleurs au régime déborde de ses objectifs de « démocratie avancée » et remette en question l'équilibre économique et social actuel.

9° Dans ce contexte, on ne peut donc escompter que l'unité hésitante de la gauche traditionnelle suscite l'enthousiasme dans les classes populaires. Même si une partie importante des travailleurs y voit la seule forme possible d'expression politique, il est clair que très nombreux sont aussi ceux qui la considèrent comme une sorte de moindre mal et un moyen bien imparfait de desserrer la pression de l'ennemi de classe. Il y a un fossé trop profond entre l'expérience qu'ils font quotidiennement de l'exploitation et des moyens de lutte le plus souvent anodins qui leur sont proposés. Il n'y a pas de commune mesure entre ce qui se passe au niveau des états-majors et ce qui se passe au niveau de la base.

10° Face à cette réalité et à cette perspective, il n'existe que deux perspectives stratégiques possibles :

a) La première consiste à s'intégrer à cette « union de la gauche » sous une forme ou sous une autre. Telle est la proposition de G. Martinet qui vise à s'y intégrer comme aile marchante (ou critique). Ce serait renoncer en fait à tout objectif révolutionnaire dans ce pays.

Telle est aussi la politique de l'A.J.S.-O.C.I. qui vise à mettre au pied du mur les directions réformatrices pour les sommer de réaliser un « gouvernement ouvrier ».

b) La seconde consiste à ouvrir une autre perspective qui s'appuie sur le mouvement des masses en se gardant de toute collusion avec les appareils réformistes et leurs alliés bourgeois.

11° En France, les révolutionnaires constituent une force potentielle non négligeable, susceptible d'influencer les événements. Cette force se retrouve sous trois formes qui ne se recoupent pas nécessairement, mais qui expriment le même phénomène politique.

a) Un « gauchisme ouvrier et paysan » latent dans une fraction non négligeable des travailleurs. Ce « gauchisme » apparaît dans le caractère nouveau des luttes et le type des revendications. L'exemple le plus frappant en est le mouvement des O.S. du Mans. Cela signifie qu'en dépit des appareils réformistes, une fraction des travailleurs (notamment parmi les jeunes) a plus ou moins consciemment assimilé certaines des leçons des luttes — notamment celles de Mai 68 et que dans certaines conditions favorables elles est prête à les mettre en œuvre.

b) Une radicalisation qui s'effectue dans certains mouvements de masse — notamment dans la C.F.D.T. et le C.N.J.A. — et influe sur les préoccupations et les orientations de ces mouvements (ou d'une minorité de ces mouvements). C'est ce que traduisent en partie, (en partie seulement), les récentes orientations de la C.F.D.T. Phénomène important : une série d'idées importantes sont ainsi reprises en compte et véhiculées nationalement (sur l'organisation du travail, la hiérarchie, la démocratie ouvrière, etc.).

c) Les organisations révolutionnaires. Malgré leurs limites, leurs défauts (en partie liés à leur composition sociale), leur sectarisme, leurs divisions elles sont devenues une réalité avec laquelle, il faut compter. Leurs manifestations même séparées en sont un signe. Mesurée en termes électoraux, leur influence (y compris P.S.U.) dépasse sans doute 5 à 6 %. Les récents meetings du P.S.U. (Brest, Toulouse) montrent que sa crise n'a pas — ou pas encore — affecté son influence.

12. En principe, c'est la première de ces composantes qui nous intéresse le plus : c'est-à-dire la base ouvrière et paysanne susceptible d'entrer en lutte. Mais, il est vain d'attendre la constitution de l'extrême gauche en force cohérente, d'une hypothétique conjonction entre la lutte des paysans du Nord sur le prix des pommes de terre, celle des sidérurgistes de Longwy contre la disparition de leurs hauts-fourneaux et celle des travailleurs d'Evian contre les conditions de travail et les licenciements. Ces luttes sont dispersées, géographiquement, sporadiques, étalées dans le temps et apparemment hétérogènes.

Cette situation est d'autant plus évidente dans une période qui n'en permet pas la multiplication.

Ces luttes ne pourront trouver leur unité que précisément par la constitution de l'extrême gauche en force cohérente face au pouvoir et aux projets réformistes de gestion de la société bourgeoise.

Dans les conditions présentes, l'initiative ne peut être que politique. La responsabilité du parti, c'est de prendre une telle initiative pour sceller l'alliance ouvrière et paysanne : d'abord dans les fractions avancées de ces classes sociales et sans couper les ponts entre cette avant-garde et la majorité des travailleurs actuellement influencés par le réformisme.

13. Pour le mouvement révolutionnaire, il est possible de prolonger la combativité des travailleurs et des opprimés en leur offrant des mots d'ordre mobilisateurs des formes d'organisation, des perspectives d'affrontement victorieux avec le pouvoir. Mais pour cela, il faut qu'il surmonte ses propres carences qu'il ne limite pas son intervention au soutien et à la popularisation des luttes spontanées que ce soit dans les entreprises ou hors des entreprises. La politisation des différents mouvements de lutte, leur unification ne peuvent résulter en effet que d'un dépassement de l'horizon immédiat et de la découverte dans l'action qu'il est possible de pousser le combat plus loin en y associant des couches de plus en plus larges. Aussi le mouvement révolutionnaire doit se préoccuper dès maintenant d'intervenir de façon cohérente sur une plate-forme d'action qui précise les axes fondamentaux de la lutte et parte de l'état de conscience réel des masses.

Il s'agit de se battre autour de revendications transitoires, c'est-à-dire de revendications qui s'attaquent aux structures capitalistes, à leur mode de fonctionnement, à leurs justifications idéologiques. Sans doute les revendications sur le contrôle ouvrier, contre l'utilisation capitaliste de la vie quotidienne, contre l'oppression dans la vie hors de la production sont-elles partielles. Elles ne peuvent être effectivement des revendications exigeant immédiatement un mode de vie et de travail communiste, mais elles ont la signification fondamentale d'appeler sans sectarisme de larges masses à la lutte et de leur permettre de faire l'expérience de leurs forces à travers des victoires partielles. C'est seulement l'élargissement progressif de ces batailles en fonction même des succès remportés qui peut accentuer la crise de la bourgeoisie et porter un coup décisif à l'hégémonie du réformisme sur le mouvement ouvrier.

14. C'est autour de ces thèmes que peuvent prendre consistance des Comités de masse propres à différents secteurs de lutte et que peut se sceller l'alliance des ouvriers, des paysans, des techniciens et de la jeunesse scolarisée et d'avant-garde.

Les « Comités d'Initiative populaire » ne peuvent prendre corps et rassembler l'avant-garde ouvrière et paysanne que dans le cadre d'une stratégie d'ensemble qui constituerait cette avant-garde en force cohérente sur un programme d'action. Mais encore faut-il que les révolutionnaires n'éludent pas la question du programme et qu'ils sachent montrer pour quel type de pouvoir ils se battent. Le P.S.U. doit en particulier affronter clairement le problème du programme et de la stratégie révolutionnaire et non le repousser aux calendes grecques ou s'en remettre à d'hypothétiques confrontations. Il ne s'agit pas de présenter tout de suite un ensemble complet, un programme de la société socialiste, mais d'utiliser les polémiques actuelles pour opposer aux perspectives réformatrices, des perspectives révolutionnaires claires.

Le programme ne peut être compris de façon intemporelle. Il est bien sûr fonction de l'objectif stratégique, la prise du pouvoir, mais il est aussi fonction du contexte concret de la lutte des classes, des rapports de forces, dont il faut partir et de l'état du mouvement ouvrier. Il doit être sur tous ces éléments un élément de clarification, une invite à l'action contre l'Etat bourgeois en même temps qu'un moyen de renforcer les révolutionnaires en les liant plus étroitement au mouvement de masse. En ce sens, son élaboration est à la fois un travail d'avant-garde et un travail de liaison avec les masses.

C'est-à-dire par va-et-vient entre l'avant-garde et la base du courant révolutionnaire. Mais le programme ne naîtra pas spontanément des cerveaux des militants ouvriers même les plus combattifs. Cette élaboration dépend en effet tout à la fois de l'analyse scientifique des contradictions du capitalisme, des aspirations populaires les plus vivement ressenties, de l'expérience historique du mouvement ouvrier international et du rôle que peuvent jouer ces objectifs ainsi que les formes de lutte proposées en vue du passage progressif au communisme. Cette élaboration peut partir des objectifs transitoires que déjà nous possédons et qui peuvent constituer une plate-forme politique commune des révolutionnaires.

1. a) Le principe, c'est que les travailleurs n'auront que ce qu'ils prendront ou, comme en juin 36, ce qu'ils imposeront au pouvoir en établissant un nouveau rapport de forces;

b) D'où un accord sur ce que l'extrême gauche refuse :

- La gestion des affaires de la bourgeoisie et l'alliance avec une fraction bourgeoise ;

- Un projet de « socialisme » qui laisse subsister toute l'organisation de la société bourgeoise, de ses hiérarchies et de ses valeurs ;

- L'intégration des syndicats à l'Etat bourgeois, quel que soit son gouvernement ;

- La subordination des luttes aux objectifs électoraux et parlementaires des réformistes.

c) Mais les révolutionnaires ne progresseront pas par la dénonciation du réformisme. Ils progresseront par leur capacité à faire avancer les luttes et à leur offrir des objectifs précis. C'est donc sur ces objectifs positifs que repose le programme d'action.

II. Il est impossible de définir ici les axes d'un tel programme d'action. Ils ne peuvent résulter que d'une élaboration collective de la D.P.N. qui devrait être soumise ensuite à un Conseil national. Nous nous bornerons à quelques remarques :

a) C'est sur les objectifs des luttes ouvrières que l'accord est le plus aisé (augmentations non hiérarchisées, nouvelle organisation du travail, égalité réelle des travailleurs immigrés, des jeunes, des femmes, etc.).

Mais la lutte principale devrait être axée sur la défense de l'emploi, intégrer la suppression des agences de travail temporaire et des emplois auxiliaires sans garanties. C'est probablement sur ce terrain qu'on pourrait trouver un banc d'essai pour le regroupement (par exemple en préparant des « Etats généraux » contre le chômage);

b) Le contrôle ouvrier est l'axe de toute la lutte des salaires. Non seulement à l'atelier ou dans l'usine (sur l'organisation, les horaires, les cadences, les heures supplémentaires, etc.). Mais dans la période qui s'ouvre, au niveau des ensembles industriels et des branches (sur l'embauche et le débauchage, la production, la formation, les regroupements d'entreprises, etc.).

c) Quelques mots d'ordre simples doivent permettre la jonction entre travailleurs des villes et des campagnes :

— En mettant en lumière la similitude de situation entre ouvriers et paysans prolétariés (revenu garanti, contrôle sur les coopératives, le crédit agricole...);

— En permettant l'alliance avec les paysans travailleurs indépendants.

d) De même des mots d'ordre qui visent à casser les mécanismes du profit (dans les domaines du logement, des transports en commun, de la santé, de l'enseignement.

15. Cette voie que le PSU doit suivre en mettant fin ainsi à des mois de confusion et d'inaction est la seule qui permettra d'inscrire dans les faits une organisation alternative à l'unité de la gauche. Cela implique que notre organisation sache jouer son rôle au sein du mouvement révolutionnaire, entame avec ses différentes composantes le dialogue pour l'action (des organisations révolutionnaires aux secteurs avancés du mouvement syndical ouvrier et paysan). Cela implique aussi que notre parti prépare dans cet esprit l'affirmation du mouvement révolutionnaire aux élections de 1973. Dès maintenant, il doit prendre contact à l'échelon national avec des organisations révolutionnaires, leur proposer une plate-forme minimum, et les modalités d'inclusion dans la bataille des secteurs en marche du syndicalisme ouvrier et paysan. Cette démarche, afin d'éviter que se renouvellent les pratiques « diversifiées » que nous avons connues lors des municipales, devra déboucher sur un accord national engageant l'ensemble des fédérations.

De notre rigueur dans cette période dépend beaucoup de choses, la constitution du mouvement révolutionnaire en force solide, l'avancée du mouvement de masse et la formation du parti révolutionnaire. □

## Déclaration

Le débat impulsé depuis Lille par les camarades de la gauche a aujourd'hui obligé la majorité du Parti à des concessions non négligeables.

Le rapport initial du B.N., intégré de manière atténuée dans la motion majoritaire, prend ses distances par rapport à une quelconque intégration à l'Union de la Gauche et fixe, encore timidement, comme condition première d'une stratégie la constitution d'une force révolutionnaire autonome. Nous nous en félicitons tout en constatant que le texte reste confus, qu'il ne détermine pas les moyens qui peuvent permettre la constitution de l'extrême gauche en force cohérente et qu'il ne lève pas toutes les ambiguïtés, notamment sur la question électorale.

Les autres courants de gauche ont repris la partie de notre texte qui portait sur l'analyse de la situation. Mais, sous couvert d'amendements, ils ont substitué à nos propositions stratégiques un texte diffus, issu de compromis, qui permet mal de cerner les divergences. En fait, ces camarades comptent, pour unifier les luttes ouvrières et paysannes et constituer un pôle révolutionnaire, sur le développement même des luttes partielles et sur leurs convergences ; ils refusent toute discussion, au niveau du programme d'action, avec les organisations révolutionnaires et les courants progressifs des courants de masse. La même position est, au fond, celle de la majorité et détermine l'essentiel des confusions de son orientation.

L'expérience a montré que ce sont là des illusions spontanées. Cela sera plus évident encore dans une période où le chômage rend les luttes plus difficiles et porte les masses à chercher confusément une issue politique. Nous pensons que l'unification des luttes, leur débouché vers les solutions révolutionnaires et vers le programme communiste ne sont possibles que par des mots d'ordre de transition, repris de l'expérience des masses et entraînant une rupture avec la société capitaliste et les solutions réformistes. Ces mots d'ordre ne pourront jouer un rôle mobilisateur que s'ils sont pris en charge par la majeure partie de l'extrême gauche (organisations révolutionnaires, courants progressifs des organisations de masse, avant-garde potentielle qui se détermine dans les luttes).

Nous considérons que le Parti doit se battre pour rassembler l'extrême gauche sur une telle stratégie et pour l'amener à s'organiser à la base.

**Bayvet - Boutet - Bridier -  
Craipeau - Delpirou - Guillien -  
Kergoat - Parys - Regnier -  
Simon**

## Résolution sur les problèmes internationaux

Le prochain Conseil National sur les affaires internationales doit être l'occasion d'un large débat dans tout le parti sur l'ensemble des problèmes internationaux.

CETTE analyse doit se proposer principalement trois objectifs : 1. - Développer l'information sur l'évolution politique dans les autres pays et sur les expériences qui ont pu être faites pour mettre en place des régimes qui ne se fondent pas sur les mécanismes capitalistes, de sorte que ces expériences servent à la réflexion sur les questions posées aux militants révolutionnaires ;

2. - Elaborer les analyses qui permettront de fixer les orientations du parti sur les événements internationaux à venir et définir l'action que le parti devra mener sur le plan international ;

3. - Déduire de l'appréciation qui sera faite de l'ensemble de la situation internationale les possibilités d'action du parti sur le plan interne.

La D.P.N. réunie les 15 et 16 janvier donne au B.N. et à la commission internationale mandat de préparer le Conseil National de telle sorte que tous les militants puissent participer à la réflexion et aux débats qui se dérouleront à cette occasion et qu'il en sorte des orientations claires pour l'activité du parti sur le plan international.

La D.P.N. considère également que l'action du parti doit constituer un ensemble cohérent et que ses interventions sur le plan international doivent être étroitement liées à son action dans les autres secteurs, plus spécialement en ce qui concerne les luttes dans les entreprises. Le développement des entreprises multinationales, les liaisons de plus en plus étroites entre entreprises fonctionnant dans des pays différents, mais appartenant au même secteur d'activité, l'utilisation de plus en plus large par le capitalisme, des travailleurs immigrés, et, d'une façon plus générale, des divisions entre travailleurs de plusieurs pays, rendent urgentes des actions permettant de coordonner les luttes des travailleurs sur le plan international et de développer la solidarité des travailleurs par-dessus les frontières, notamment en Europe.

La D.P.N. donne mandat au B.N., en liaison avec la commission internationale, la C.N.A., la C.N.E., pour développer et renforcer les contacts déjà pris en ce sens avec des travailleurs d'autres pays afin de coordonner l'action du parti dans le domaine des luttes ouvrières internationales (1).

(1) Le Bureau National désigne à cet effet le camarade Alain Rannou.

## Sur le programme

La D.P.N. approuve le rapport présenté par le Bureau national et le rapport de la commission de la D.P.N. sur l'élaboration du programme révolutionnaire, à travers le projet : « La révolution, qu'est-ce que c'est ? ».

Elle engage les sections et les fédérations :

1. — A prendre des initiatives dans le sens du projet : « La révolution qu'est-ce que c'est ? ».

Principalement : explication politique de conflits ou de luttes où les militants ont été engagés ;

— interrogation collective sur un thème donné ; affiches et tracts de sensibilisation ; meetings centrés sur un point précis et liés à l'interrogation fondamentale sur la révolution.

2. — A nouer localement des contacts avec les militants de groupes qui se sont engagés dans une voie proche de la nôtre.

3. — Au niveau des groupes ou des sections, à examiner les possibilités pré-cises de lancer les premiers « Comités d'initiative populaires », sous ce nom ou un autre ; lorsqu'une lutte importante s'est développée, particulièrement dans une entreprise ou une zone rurale, il convient de réunir une assemblée de type A.O.P. où les travailleurs en lutte puissent exprimer les raisons et les perspectives de leur lutte ; cette expression est nécessaire pour élaborer les conditions d'une transition vers le socialisme.

Le développement des campagnes du Parti (sur l'emploi et les conditions de travail, la spéculation dans les villes et les campagnes, la liberté d'expression et la sélection scolaire) doit permettre également d'étendre l'élaboration programmatique.

La D.P.N. demande au Bureau national :

1. — D'accélérer la mise en place des moyens d'élaboration du projet : plaquettes de lancement, articles et brochures, réunions sur des thèmes précis, week-ends de travail, débats publics, assemblées de travailleurs ;

2. — De développer les contacts avec les groupes qui ont manifesté leur accord avec la méthode proposée par le P.S.U. pour mettre en place des initiatives communes locales, régionales et nationales, selon la perspective choisie par la D.P.N. de novembre. □

## Reprise des cartes

La reprise des cartes doit être l'occasion pour l'ensemble du Parti, de faire connaître le plus largement possible l'orientation et les objectifs de notre politique.

C'est pourquoi la D.P.N. demande à toutes les instances du Parti, Fédérations, Sections et groupes, d'organiser des Assemblées très largement ouvertes, dans les semaines qui viennent, de manière à accélérer la reprise des cartes et impulser notre travail d'implantation. □

**Adopté à l'unanimité par la D.P.N.**

**« la C.G.T. » (2<sup>e</sup> édition)**

Le livre de notre camarade A. Barjonet sur « La C.G.T. » (Ed. du Seuil) était depuis longtemps épuisé. Une deuxième édition, entièrement revue, vient de paraître. A l'heure où les discussions sur le rôle et la nature des syndicats connaissent une acuité nouvelle (abandon par la C.G.T. de son objectif traditionnel de suppression du salariat, accord C.G.T. - C.F.D.T., etc.), cette nouvelle édition constitue pour tous les militants du parti un indispensable instrument d'analyse et de réflexion.

Rappelons, à cette occasion, que Barjonet a également publié dans « Formation » (éditions de la C.F.D.T.) un « Lexique des principaux termes marxistes » dont il n'existe, pour l'instant, aucun équivalent en langue française.

## Au responsable du bulletin

« J'ai écrit à Michel Rocard pour lui signaler que devant l'évolution actuelle interne du P.S.U. il était de mon devoir de faire connaître ma position.

« Rocard, malgré les divergences politiques qui peuvent nous séparer, m'a fait savoir qu'elle serait publiée dans l'encart spécial de « T.S. » si je le désirais.

« C'est pourquoi tu trouveras ci-joint une tribune libre signée de mon nom. »

Le 6 janvier 1972.

Jean-Claude GILLET

## Luttons contre le sectarisme sans céder au réformisme

« La critique à l'intérieur du parti est une arme qui sert à renforcer l'organisation du parti et à élever sa capacité combative. Cependant dans les organisations du parti, la critique prend dans certains cas un autre caractère : elle se transforme en attaques personnelles. Cela ne porte pas seulement préjudice aux individus, mais également aux organisations du parti. C'est une manifestation de l'individualisme petit-bourgeois. Le moyen d'y remédier consiste à faire comprendre aux membres du parti que la critique doit avoir pour but de renforcer la capacité combative du parti afin de remporter la victoire dans la lutte de classe, et qu'elle ne doit pas devenir un instrument pour lancer des attaques personnelles. »

Mao-Tsé-Toung, œuvres choisies, T. I

## Le courant n° 5 est mort, reste le P.S.U.

Dans la mesure où mon nom a été associé aux défenseurs du texte du courant numéro 5 au congrès de Lille, il me semble nécessaire, en tant que militant de base du P.S.U., de faire connaître mon opinion sur l'évolution interne actuelle du parti.

En octobre 1971, une unanimité s'était manifestée, au cours d'une A.G. du courant numéro 5, pour se dissoudre et pour encourager les camarades qui l'avaient soutenu, à travailler dans le P.S.U. sur certaines bases politiques.

Depuis, il s'est passé bien des choses, et cette unanimité stratégique a éclaté devant l'évolution interne du P.S.U. C'est pourquoi, porte-parole à la tribune du congrès de cet ex-courant numéro 5, je considère qu'aujourd'hui, ni moi, ni personne ne peut prétendre parler au nom des 20 % d'adhérents qui ont soutenu alors le texte numéro 5 (ni même le laisser croire). C'est donc en toute clarté que je ne me sens en aucun cas solidaire des prises de positions internes ou publiques de tel ou tel camarade qui aurait « transité » au courant numéro 5.

Ce désaccord tactique fait que dorénavant pour certains camarades, je serais devenu magiquement « un réformiste, un droitier, un conservateur, un liquidateur, un petit-bourgeois, un contre-révolutionnaire, un anti-ouvrier, un bourgeois ». Démasqué comme « lieutenant de la clique Rocard », je pratiquerais, en tant que représentant de « l'aile droite », une « résistance acharnée », alors que sur l'air des lampions, je devrais chanter : « Rocard -

Marcellin, même combat ». Avec les anciens combattants décorés de mai 68, je devrais crier : « haro sur le baudet ». Avec Maître Leclerc, je devrais défendre devant « la justice bourgeoise » les camarades de la gauche qui s'auto-proclament « révolutionnaires ». Avec le témoin de la défense, Lambert, je devrais demander les circonstances atténuantes (ils sont « insupportables », mais si « actifs », ces grands enfants !), et pleurer conjointement sur le « sort » réservé à Martinet. Car, en définitive, ne savons-nous pas qu'à la gauche de la gauche « révolutionnaire », il n'y a que le néant ; à sa droite, il y a le reste.

Et l'on pratique allègrement la démagogie le verbalisme, le goût pour l'étiquette, l'opportunisme (ici un discours, mais ailleurs un autre), la calomnie (celle dont il reste toujours quelque chose), le mensonge, on va même jusqu'à intercepter des lettres personnelles. On affirme que Fouquier-Tinville siège en permanence au bureau national. Le rusé Rocard, déguisé en gauchiste, trompe son B.N., celui-ci trompe sa majorité à la D.P.N., celle-ci trompe les fédérations, celles-ci trompent les militants, qui sont bernés, floués, mystifiés, par « la clique Rocard ».

Ce n'est plus le P.S.U., c'est le Barnum-Circus !

En réalité, bien des militants qui, à mes yeux, font partie du camp révolutionnaire, sont atteints de maladie infantile. Ils n'ont pas digéré la défaite qu'ils ont subie au Congrès de Lille. Alors, on continue le Congrès, sans en réclamer un véritable, car, aujourd'hui, ce n'est pas 53 % que la majorité obtiendrait, mais 70 % (en raison des pratiques désastreuses de certains camarades). La « récessionniste » est à l'honneur, les textes fleurissent, on aime gratter ses plaies en public (mais pas devant n'importe lequel : celui du journal « le Monde » en a la primeur), on pense qu'en faisant sonner sept fois les trompettes de la colère révolutionnaire autour de la rue Borromée, le B.N. va s'effondrer. A la mode Mitterrand (celle du contre-gouvernement), on veut créer des « contre-bureaux nationaux, régionaux... » Et pendant que certains font joujou avec les allumettes, les militants de base sont obligés de compter les coups, de passer plus de temps à lire les tribunes libres de « T.S. » qu'à connaître les actions sur le terrain de la lutte de classes. Ils refusent, pour certains, de cautionner les pratiques de certaines directions fédérales qui se lancent dans des actions aventuristes ou font des proclamations tonitruantes. D'autres se mettent à l'écart du parti, écœurés par ce congrès permanent que veulent instaurer quelques militants se débattant dans un complexe d'échec (celui de Lille, après celui de Mai 68).

Des fédérations, des sections sont coupées en deux, des militants sont désemparés. On veut la peau de tel ou tel, et Rocard n'est pas le moins visé.

Ils n'auront, en définitive, que la peau du parti, cadeau de bonne année offert (consciemment ou inconsciemment ?) au capitalisme.

On perd de vue la stratégie, on ne fait plus que de la tactique. Par exemple, pour comprendre les divergences politiques au sein de la Conférence Nationale Entreprises, sur le problème de la plate-forme C.G.T.-C.F.D.T., ce n'est plus une loupe qu'il faut en lisant les textes minoritaires et majoritaires pour les différencier, c'est un microscope électronique.

C'est pourquoi on apprend dans une presse « bien intentionnée » que, ici, tel militant quitte le P.S.U. ou tel groupe ailleurs. C'est ce que souhaitent certains camarades minoritaires : plus les militants à se mettre sur la touche seront nombreux et plus on pense de ce fait avoir les mains libres.

Et tout se fatras se bâtit au nom du marasme, du prolétariat et de la révolution réunis, contre le virus social-démocrate des « autres » : alors que les révolutionnaires ce ne sont que ceux qui ont conduit la révolution à son terme.

## Y être ou ne pas y être ? Telle est la question

En fait, nombre de camarades restent marqués par l'individualisme, qui est une réaction petite-bourgeoise : il se caractérise par le refus de toute discipline révolutionnaire, autre que celle qu'ils voudraient imposer, par la confusion perpétuelle entre moment de l'action et moment du débat et de la décision. Le débat ne peut être permanent sur l'ensemble des orientations du parti, et le P.S.U. ne peut et ne pourra évoluer en « ligne droite » : c'est là une vision simpliste et mécaniste de l'histoire.

C'est pourquoi, que cela plaise ou non, le B.N. actuel ne représente pas seulement les 53 % d'adhérents qui ont voté la même orientation que lui à Lille, il représente le parti tout entier jusqu'au prochain congrès.

Certes, j'étais et je reste en désaccord avec certaines des orientations du courant majoritaire de Lille. Mais de deux choses l'une : ou bien le P.S.U. est un outil encore efficace et dans lequel on peut s'exprimer, et alors on y reste. Ou bien la démocratie y est bafouée et le parti s'écarte du combat révolutionnaire : alors, on le quitte. Par contre, la tactique qui consiste à y être sans y être, tout en y étant, relève du parlementarisme : elle n'est que le résultat de l'aveu d'impuissance de ces camarades à construire leur propre organisation révolutionnaire : coupés des masses, ils en sont incapables et viennent pratiquer au P.S.U. ce que l'on appelle « la pêche à la ligne ». Cela, les adhérents du parti ne le comprennent pas ni ne l'admettent.

L'argument essentiel de ces camarades est de justifier leur refus de la majorité démocratiquement acquise à Lille, par l'indiscipline du B.N. par rapport aux décisions de Lille. Il semblait pourtant qu'au Congrès le B.N. avait obtenu 53 % des voix sur un texte d'orientation. Il semblait qu'à l'époque nous avions déclaré que nous étions battus sur notre orientation, car, dans les faits, le texte essentiel n'est-il pas celui sur lequel les votes sont établis pour la composition de la D.P.N. Il semblait que le courant n° 5 lui-même avait affirmé publiquement au Congrès qu'il refusait la politique du pire, c'est-à-dire la lutte de fractions. Le B.N. actuel ne fait qu'appliquer la politique qu'il a affirmée à Lille. Responsable du parti (de tout le parti) devant les adhérents, il a mis en place un projet, un programme de travail pour deux ans.

Qu'y a-t-il donc là d'anormal ? Quand une direction se met en place dans une organisation quelconque, ne prend-elle pas directement en charge les secteurs les plus importants : la presse, l'information, les relations extérieures, l'organisation, la trésorerie, la formation, etc. Devrions-nous reprocher au B.N. actuel de faire ce que nous-mêmes aurions fait, si nous avions été les « vainqueurs » du Congrès de Lille ?

Et si ce B.N. commet des erreurs politiques, je fais confiance en la maturité des adhérents de ce parti pour ne pas l'oublier le moment venu (certains anciens dirigeants du P.S.U. l'ont déjà appris à leurs dépens). Mais ce refus de quitte se fera sur des faits, et non sur des procès d'intention.

« SEULE LA VERITE  
EST REVOLUTIONNAIRE. » (GRAMSCI.)

J'ai volontairement laissé de côté, dans cette courte tribune, les problèmes d'orientation stratégique, puisqu'à mes yeux ils ont été provisoirement réglés au Congrès de Lille. Elle n'est qu'un écho du « ras le bol » qu'éprouvent de nombreux militants, pour lesquels, comme en 1962-65, le problème n'est plus tellement de se battre pour telle ou telle orientation, mais de préserver le P.S.U. lui-même, en tant qu'outil.

Aujourd'hui comme alors, les mêmes pratiques tendent à se renouveler : communiqués, local, cotisation, manifestations, affiches, bulletins de fraction. La question n'est donc pas : « Faut-il exclure tel ou tel ? » Mais, tout simplement, que certains camarades répondent à la question : « Considérez-vous le Congrès de Lille comme un fait démocratiquement acquis, ou pensez-vous que la politique du « fait accompli », face à la direction actuelle, s'impose

en tout état de cause ? Si telle est votre attitude, alors, de fait, vous n'êtes plus membre du parti : il ne reste plus, alors, qu'à faire correspondre le droit avec les faits politiques. »

Mais, obligé de quitter le P.S.U. après avoir usurpé son sigle, pour s'insérer dans une autre organisation révolutionnaire, quelle qu'elle soit, il y a fort à parier que celle-ci ne supportera pas quinze jours ce que le P.S.U. supporte depuis plusieurs mois.

**Jean-Claude Gillet**  
militant de la fédération  
des Pyrénées-Orientales.

Pour répondre à une demande souvent formulée, nous rappelons la répartition des tâches au sein du bureau national et dans les autres fonctions nationales.

## Tâches du Bureau National

Michel ROCARD : Secrétaire national ; relations avec le secteur agricole.

Daniel FRACHON : Trésorier national.

Robert CHAPUIS : Etudes et publications ; coordination pour l'élaboration du programme.

Guy DEGORCE : Administration générale.

Gérard FERAN : Directeur adjoint de « Tribune Socialiste » ; secteur enseignement.

Patrick GANCEL : Relations avec les fédérations ; secteur répression.

Christian GUERCHE : Directeur de « Tribune Socialiste » ; minorités ethniques et luttes régionales.

Bernard JAUMONT : Secteur international ; questions militaires.

Jean LE GARREC : Trésorier national adjoint ; relations avec les fédérations (trésoriers notamment) ; action voyages.

François MOREAU : Organisation régionale ; secteur santé.

Jacques PIETRI : Propagande ; secteur femmes (avec P. Gancel).

Alain RANNOU : Responsable national adjoint entreprises, chargé plus spécialement des A.O.P. circonstancielles et des luttes ouvrières internationales.

François SOULAGE : Secteur cadre de vie ; relations avec les fédérations, notamment sur les luttes locales.

Basile VOLOKHINE : Responsable national du secteur entreprises.

Adjoints au bureau national ;  
— sur les questions culturelles : Henri SAIGRE ;

— sur les relations presse : Robert DESTOT.

## Autres fonctions nationales

Secrétaire national au secteur agricole (C.N.A.) : Bernard LAMBERT.

Secrétariat de la Commission nationale entreprises :

— élus par la C.N.E. : Abraham BEHAR ; Alain DESJARDINS ; Yves LE PIMPEC ; Alain RANNOU ; Pierre REGNIER ;  
— désignés par le B.N. : Jean LE GARREC, Basile VOLOKHINE.

Commission économique : responsable : André BARJONET.

## Secrétaires des Commissions nationales

Secrétaires des commissions nationales (figure entre parenthèses le président désigné par la D.P.N.) :

- Commission internationale (Manuel BRIDIER) : Gustave MASSIAH.
- Commission cadre de vie (Jacques KERGOAT) : José GARCIA.
- Commission enseignement (Gérard FERAN) : Bernard RAVENEL.
- Commission femmes (Thérèse CARRETTE) : Lucienne POINTET.
- Commission répression (Henri LECLEERC) : Michel AVENET.
- Commission publications (Robert CHAPUIS) : Guy DEGORCE.
- Commission formation (François DALBERT).
- Commission organisation régionale (François MOREAU).
- Commission culturelle (Henri SAIGRE).

Dans le cadre de la commission enseignement, la responsabilité du secteur lycéen est assurée par Monique CRINON.

Revue « Critique Socialiste » : Directeur : Jean-Marie VINCENT ; secrétaire de rédaction : Philippe BRACHET.

— Secrétariat : Sharon COURTOUX ; Françoise REBOUL ; Yvonne SOMMEILLE.

— Gérance du 9, rue Borromée : Roger CERAT.

## Calendrier des prochaines réunions nationales

29-30 janvier 1972 (à Narbonne) : Rencontre sur les minorités ethniques et les luttes régionales.

5-6 février (rue Borromée) : Rencontre nationale femmes.

19-20 février (rue Borromée) : Assises nationales du secteur répression.

26-27 février (rue Borromée) : Rencontre nationale sur les luttes locales (élus locaux en particulier).

4-5 mars (région parisienne) : Week-end national de travail sur l'élaboration du projet : « La Révolution, qu'est-ce que c'est ? ».

11-12 mars (rue Borromée) : Réunion de la direction politique nationale.

22-23 avril (Paris) : Conseil national sur les problèmes internationaux.

**Aux Editions Syros**  
(9, rue Borromée, Paris 15<sup>e</sup>.)

Vient de paraître :

« Un an de luttes chez Lip » (2 F).  
Rédigé par des militants de Besançon, à partir des luttes qui se sont développées dans cette entreprise gouvernée par un patron qui se voulait « éclairé ». Un instrument d'information et de réflexion indispensable.

**A paraître prochainement :**

Par 10 exemplaires : 1,75 F l'exemplaire.  
— « Le Chili : lutte armée et (ou) victoire électorale ? »

Rédigé par des membres de la commission internationale du P.S.U.

— « Une victoire ouvrière : la lutte à Evian-Cachat (avril-octobre 71). »

Rédigé par les militants de Haute-Savoie qui ont mené la lutte.

Passer commande à la Librairie de « Tribune Socialiste » (C.C.P. 58 26 65 Paris).

## Le compte rendu du Congrès est paru !

Les textes du Congrès de Lille ont été réunis en une brochure imprimée de 145 pages (prix de vente : 4 F). On ne trouvera pas bien entendu l'ensemble des débats qui auraient constitué un volume encore plus important. On trouvera après une introduction de Michel Rocard et une première partie rédigée par Robert Chapuis pour aider les lecteurs (ou pas seulement les militants) à situer le rôle du PSU pour la révolution socialiste :

— Les textes issus des commissions et soumis aux votes indicatifs sur : 1. le P.S.U. dans les luttes ; 2. La question syndicale ; 3. La prise du pouvoir ; 4. La dictature du prolétariat ; 5. Réformisme et P.C.F. ; 6. Le parti et ses structures (textes majoritaires et minoritaires) ;

— Les quatre résolutions d'orientation soumises au vote du Congrès, ainsi que les interventions qui les ont précédées ;

— Les textes des commissions spécialisées (Secours rouge, Jeunes travailleurs, Luttes régionales, Femmes) ;

— Les motions sur les questions internationales, les messages et les interventions des délégués étrangers ;

— Un lexique pour aider à la compréhension des textes.

— Passez commandes à « Tribune Socialiste », (C.C.P. 58 26 65, Paris).

Par 10 : 3,50 F l'exemplaire.

## P.S.U. Information Publications

Les choix du congrès et la multiplicité des secteurs où se trouve engagé le Parti entraînent la nécessité de renforcer les moyens d'information interne.

Jusqu'à présent, « Directives » servait de base à la distribution des informations, non sans désordre et confusion. Désormais, « Directives » reviendra à sa fonction première : celle d'une circulaire de liaison rapide entre le bureau national et les fédérations (secrétaires fédéraux et membres de la D.P.N.).

Un bulletin ronéoté (prochainement offset), divisé selon les problèmes et les secteurs paraîtra régulièrement pour apporter aux militants l'information indispensable. Il n'est pas possible, en raison de la situation financière du Parti, de le fournir gratuitement aux militants. Il est donc nécessaire de s'abonner pour le recevoir :

— soit par abonnement collectif (5 au moins), par l'intermédiaire de la fédération si possible : 20 F par personne pour 20 numéros (un an environ) ;

— soit par abonnement individuel (obligation d'avoir la carte du Parti) : 30 F par personne pour 20 numéros.

**Désormais P.S.U. - Information sera servi aux seuls abonnés.**

P.S.U. - Information publie les documents préparatoires aux réunions nationales, les comptes rendus d'activités, les informations utiles à l'action, les tribunes libres nécessaires au débat interne.

Le supplément militant à « Tribune Socialiste » (tel que ce bulletin) paraîtra tous les mois : il fournira les textes soumis aux votes dans les réunions nationales et les informations indispensables pour chaque militant. Une tribune libre, centrée sur un sujet, y sera prochainement ouverte. Il est fourni à chaque militant abonné à « T.S. » :

# École centrale de formation de cadres

La D.P.N. des 16 et 17 janvier, constatant que toutes les régions ne pouvaient encore mettre en place des écoles de formation de cadres militants, a décidé de confier à la commission Formation l'organisation à Paris d'une série de stages à l'intention des camarades originaires des régions privées de telles écoles.

Les candidatures proposées par les groupes ou sections avec l'accord de la fédération doivent être envoyées à la Commission Formation. Renseignements sur l'organisation matérielle et financière auprès des responsables à la formation ou directement à la commission Formation. Afin de faciliter la participation du maximum de camarades, deux stages identiques seront organisés sur chacun des trois thèmes.

### CALENDRIER

Éléments d'analyse marxiste

- qu'est-ce que la lutte de classes ;
- les lois fondamentales du capitalisme ;
- l'impérialisme ;
- la stratégie du capitalisme français et de son État.

19-20 février  
et  
26-27 février

Stratégie

- bref rappel historique du mouvement ouvrier ;
- les forces réformistes et leur stratégie actuelle ;
- les stratégies du mouvement révolutionnaire et du P.S.U.

25-26 mars  
et  
1<sup>er</sup>-2 avril

Le parti dans les luttes de masse

- l'évolution des luttes de masses ;
  - lutte dans la production, lutte hors de la production, lutte idéologique ;
  - quel type d'intervention et d'organisation.
- plus travaux pratiques lors de chaque week-end.

13-14 mai  
et  
20-21 mai

## Bulletin d'abonnement à P.S.U. - Information (à renvoyer 9, rue Borromée, Paris 15<sup>e</sup>)

Fédération :

Section :

Abonnements collectifs (20 F) : ..... Abonnements individuels (30 F) : .....

Nom : Prénom : Adresse :

— :

— :

— :

— :

— :

— :

— :

Etablir le chèque à l'ordre de « Tribune Socialiste » - C.C.P. 58-26-65 Paris.